N° 11-626-X au catalogue — N° 080
ISSN 1927-5048
ISBN 978-0-660-26258-1

Aperçus économiques

Développements récents de l'économie canadienne : printemps 2018

par Guy Gellatly et Elizabeth Richards

Date de diffusion : le 23 avril 2018

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros sans frais suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-514-283-9350

Programme des services de dépôt

- Service de renseignements 1-800-635-7943
- Télécopieur 1-800-565-7757

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « Normes de service à la clientèle ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Industrie 2018

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada.

Une version HTML **est aussi disponible.**

This publication is also available in English.

Développements récents de l'économie canadienne : printemps 2018

par Guy Gellatly et Elizabeth Richards, Direction des études analytiques

Le présent article de la série *Aperçus économiques* offre aux utilisateurs un aperçu intégré des changements récents qui ont touché la production, l'emploi, la demande des ménages, le commerce international et les prix. Structuré sous forme de sommaire statistique des principaux indicateurs économiques, le présent rapport a pour but de fournir des renseignements sur les développements récents au sein de l'économie canadienne, en mettant l'accent sur les principaux changements dans les données économiques observés au cours du deuxième semestre de 2017 et début de 2018. L'article est accompagné de graphiques qui donnent d'autres renseignements sur des développements économiques récents. Sauf indication contraire, les totalisations présentées dans ce rapport sont fondées sur des données désaisonnalisées qui peuvent être consultées dans CANSIM à compter du 6 avril 2018.

Aperçu

La croissance économique a ralenti au cours du deuxième semestre de 2017 après la croissance cumulative du premier semestre de l'année, la plus forte enregistrée depuis le début des années 2000. Les exportations ont baissé de façon prononcée au troisième trimestre puis ont augmenté modestement au quatrième trimestre. Les ménages ont continué de soutenir la croissance au cours du deuxième semestre de l'année, bien que leurs dépenses aient ralenti au quatrième trimestre. Les dépenses des entreprises en machines et matériel et en ouvrages non résidentiels ont contribué à la croissance au cours des troisième et quatrième trimestres. Une augmentation de la production dans l'industrie de la construction a soutenu le secteur de la production de biens, tandis que le commerce de gros a contribué à la croissance dans les services.

L'emploi s'est raffermi au deuxième semestre de l'année, sous l'effet de hausses dans le travail à temps plein et chez les employés du secteur privé. La croissance du taux d'emploi chez les personnes de 55 ans et plus a représenté près des deux tiers de la hausse nette de l'emploi au cours des six derniers mois de l'année. L'emploi dans les industries de la production de biens a continué de progresser, soutenu par les hausses dans la construction et la fabrication. Environ 60 % de la hausse nette de l'emploi au cours du deuxième semestre de 2017 est survenue en Ontario.

Dans l'ensemble, d'une année à l'autre, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel s'est établie à 3,4 % en décembre, alors que la croissance de l'emploi a augmenté pour atteindre 2,3 %, ce qui constitue l'augmentation d'une année à l'autre la plus prononcée depuis la fin de 2007. Plus récemment, au début de 2018, la croissance a ralenti tant au chapitre de l'emploi que de la production (graphique 1).

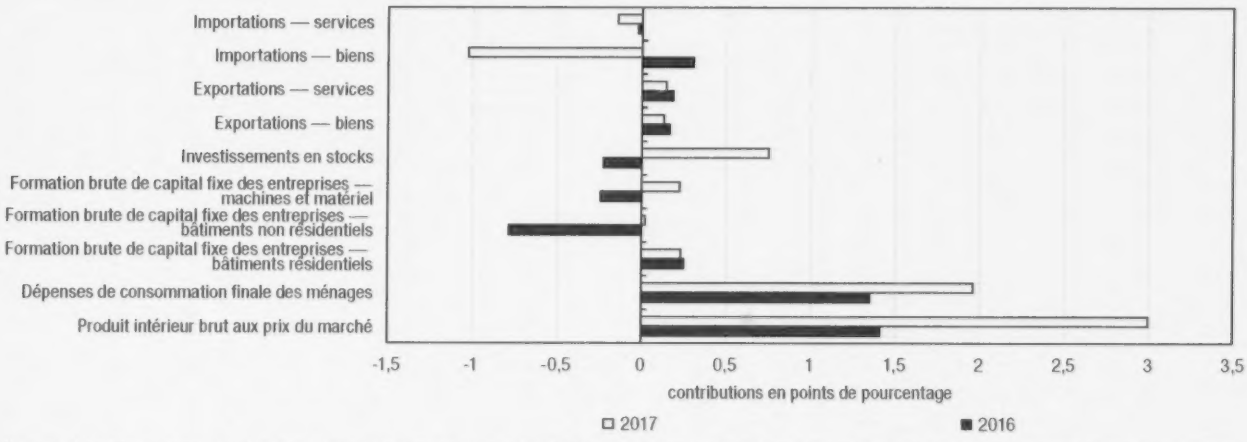
Graphique 1
Production et emploi

variation d'une année à l'autre (pourcentage)

Sources : Statistique Canada, tableaux CANSIM 282-0087 et 379-0031.

Pour 2017 dans son ensemble, le PIB réel du Canada a augmenté de 3,0 %, après une croissance économique de 1,4 % observée en 2016. La hausse des dépenses des ménages est à l'origine d'environ les deux tiers de la croissance économique en 2017 (graphique 2). Les dépenses des entreprises en machines et matériel ont contribué modestement à la croissance en 2017, tout comme les exportations de biens et services. Aux États-Unis, le PIB réel a progressé de 2,3 % en 2017, en hausse comparativement à la croissance de 1,5 % enregistrée l'année précédente.

Graphique 2
Contributions à la croissance du PIB réel, certaines composantes



Notes : Les données sur le produit intérieur brut désignent des taux de croissance annuelle; toutes les autres données désignent des contributions en points de pourcentage aux taux de croissance annuelle du PIB réel. Pour obtenir d'autres données sur ces contributions, veuillez consulter le tableau mentionné ci-dessous.
Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 380-0100.

La croissance économique a ralenti sous l'effet d'une baisse des exportations

La croissance économique a ralenti au deuxième semestre de 2017, après avoir atteint un sommet cumulatif inégalé depuis le début des années 2000 au premier semestre de l'année (graphique 3)[1]. Le PIB réel a augmenté de 0,4 % au quatrième trimestre, ce qui correspond à la hausse enregistrée au troisième trimestre. La baisse des exportations s'est répercutée sur la croissance au troisième trimestre, tandis que les dépenses des consommateurs ont ralenti à la fin de l'année. Aux États-Unis, la croissance du PIB réel a ralenti pour s'établir à 2,9 % (taux annualisé) au quatrième trimestre, alors qu'elle était de 3,2 % au troisième trimestre.

Les volumes des exportations ont reculé de 2,7 % au troisième trimestre, sous l'effet de baisses des exportations de véhicules automobiles et de pièces pour véhicule automobile, de métaux et de minéraux non métalliques ainsi que de produits énergétiques. Les exportations de véhicules automobiles ont reculé de 9,1 % au troisième trimestre, sous l'effet d'interruptions de la production dans l'industrie canadienne de l'automobile. Les exportations de produits énergétiques ont aussi diminué au troisième trimestre, en raison d'une baisse des volumes des exportations de pétrole brut et de gaz naturel. Le volume total des exportations a augmenté de 0,7 % au quatrième trimestre, la reprise partielle des exportations de véhicules automobiles (+1,3 %) ayant été contrebalancée par une baisse des volumes des exportations de produits énergétiques à la fin de l'année.

Les volumes des importations ont aussi ralenti au cours du deuxième semestre de 2017. Les importations ont augmenté de 1,5 % au quatrième trimestre, après avoir légèrement augmenté (+0,1 %) au troisième trimestre. Au troisième trimestre, la hausse des importations de machines, matériel et pièces industriels et de biens de consommation a été essentiellement contrebalancée par une baisse des importations de produits énergétiques. La hausse des importations de matériel et de pièces électroniques et électriques ainsi que d'aéronefs et d'autre matériel de transport a contribué à la croissance enregistrée au quatrième trimestre.

L'amélioration des termes de l'échange, soutenue par une hausse des prix de l'énergie, a contribué à l'augmentation du revenu intérieur brut réel à la fin de 2017. Le PIB nominal a augmenté de 1,6 % au quatrième trimestre, après avoir progressé de 0,4 % au troisième trimestre.

Pour 2017 dans son ensemble, les volumes des exportations se sont accrus de 1,0 % à la suite de hausses de 1,0 % en 2016 et de 3,5 % en 2015. Les exportations de services ont progressé de 2,8 % en 2017, tandis que les exportations de biens ont connu une légère croissance de 0,6 %. Les volumes des importations ont augmenté de 3,6 % après avoir diminué de 1,0 % en 2016.

1. Pour consulter une analyse des développements économiques au premier semestre de 2017, voir Gellatly et Richards (2017).

Les dépenses des ménages ont aussi ralenti à la fin de l'année

Les consommateurs ont contribué à la croissance observée tout au long de 2017, bien que leurs dépenses aient ralenti à la fin de l'année (graphique 3). Les dépenses finales des ménages ont ainsi augmenté de 0,5 % au quatrième trimestre, après avoir progressé de 0,9 % au troisième trimestre. Les dépenses nettes des Canadiens à l'étranger ont stimulé les dépenses des ménages au troisième trimestre, mais ralenti celles-ci au quatrième trimestre. Les dépenses en services de restauration et d'hébergement ont aussi ralenti à la fin de l'année. Les dépenses en biens durables ont connu un recul au cours du deuxième semestre de 2017, sous l'effet d'un ralentissement des achats de véhicules automobiles après des hausses notables observées au cours du premier semestre. Les achats de véhicules automobiles étaient inchangés au quatrième trimestre, après une hausse de 0,6 % enregistrée au troisième trimestre.

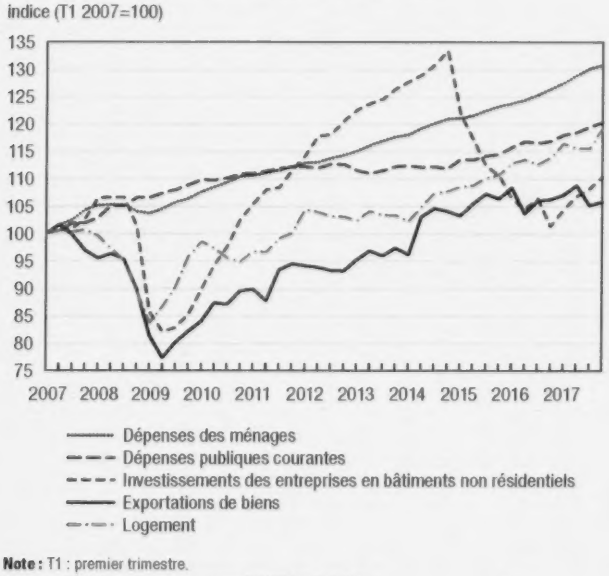
Pour 2017 dans son ensemble, les dépenses finales des ménages ont progressé de 3,5 %, en hausse par rapport à 2,4 % en 2016. Les dépenses annuelles en biens durables, soutenues par les ventes importantes de véhicules automobiles au premier semestre de l'année, ont augmenté de 6,4 %.

Les investissements des entreprises en ouvrages non résidentiels ont augmenté en 2017, tandis que les perspectives de dépenses en immobilisations dans le secteur privé ont diminué pour 2018

Les investissements des entreprises en ouvrages non résidentiels ont continué d'augmenter au cours du deuxième semestre de 2017, après avoir diminué considérablement en 2015 et en 2016 (graphique 3). Les dépenses en machines et matériel et en ouvrages non résidentiels ont progressé de 2,0 % au quatrième trimestre, après une hausse de 1,3 % observée au troisième trimestre. Ces dépenses sont à la hausse depuis quatre trimestres consécutifs. Cela dit, elles sont demeurées inférieures de 17 % aux niveaux atteints au quatrième trimestre de 2014.

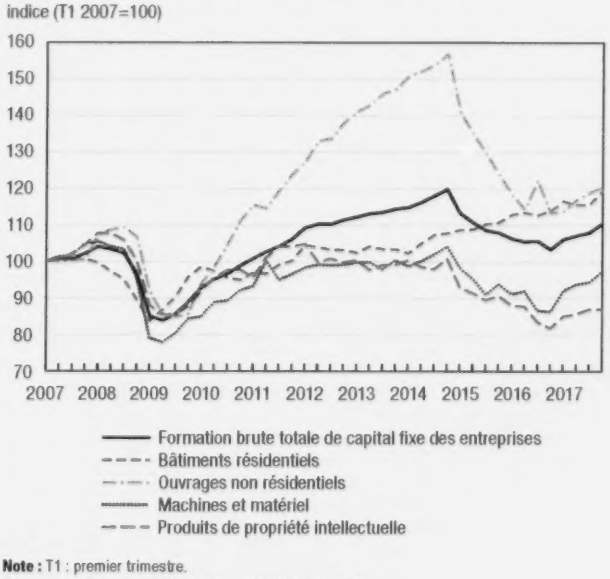
Les investissements des entreprises en ouvrages non résidentiels ont progressé de 1,3 % au quatrième trimestre, après avoir enregistré une augmentation de 1,7 % au troisième trimestre (graphique 4). Les dépenses en ouvrages non résidentiels ont légèrement diminué au quatrième trimestre, alors que les dépenses en ouvrages de génie ont augmenté pour un quatrième trimestre consécutif. Les investissements en machines et matériel, soutenus par une hausse des dépenses en matériel de communication et en ordinateurs, ont crû de 3,0 % au quatrième trimestre et ont augmenté tout au long de 2017.

Graphique 3
Produit intérieur brut réel, certains agrégats



Note : T1 : premier trimestre.
Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 380-0064.

Graphique 4
Formation brute de capital fixe des entreprises



Note : T1 : premier trimestre.
Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 380-0068.

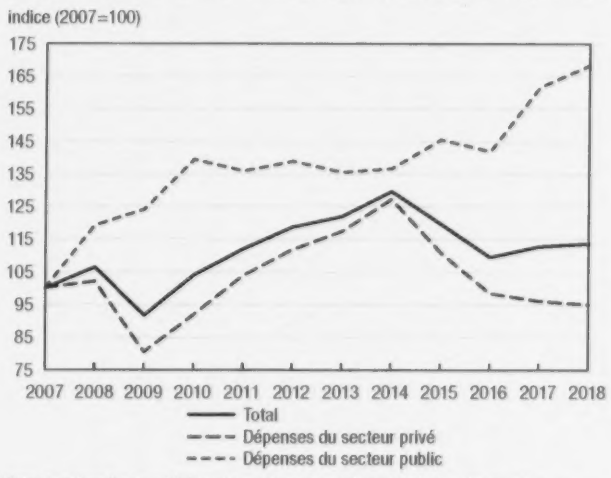
Après avoir progressé au cours des trois premiers trimestres de 2017, les investissements des entreprises en produits de propriété intellectuelle ont peu varié au quatrième trimestre, les reculs observés dans la prospection minière et l'évaluation ayant été contrebalancés par une hausse des dépenses en recherche et développement et en logiciels. Les dépenses en prospection minière et en évaluation ont diminué au deuxième semestre de l'année après avoir augmenté de façon marquée au premier semestre. À la fin de 2017, les investissements en prospection minière et en évaluation étaient inférieurs de 55 % aux niveaux observés à la fin de 2014.

Pour 2017 dans son ensemble, les investissements des entreprises en ouvrages non résidentiels ont augmenté de 2,6 %, à la suite d'un repli de 9,4 % enregistré en 2016.

Pour ce qui est de l'avenir, les entreprises du secteur privé prévoient de réduire leurs dépenses en immobilisations corporelles de 1,1 % en 2018, après les avoir également réduites au cours des trois années précédentes (graphique 5)[2]. Les dépenses du secteur privé devraient diminuer en Alberta et à Terre-Neuve-et-Labrador et augmenter en Ontario et au Québec. Tandis que les dépenses du secteur privé en actifs corporels en Ontario devraient augmenter, l'essentiel de la hausse globale des dépenses prévues en immobilisations découle d'une hausse des perspectives de dépenses des organisations du secteur public. À l'échelle nationale, les perspectives de dépenses en ouvrages non résidentiels totales se sont accrues de 0,8 % en 2018 sous l'effet d'une hausse des dépenses du secteur public (+4,1 %).

Les industries de l'extraction de pétrole et de gaz prévoient de diminuer leurs dépenses en immobilisations de 11,6 % en 2018, en raison d'une baisse des perspectives de dépenses chez les producteurs de pétrole par des méthodes non classiques et classiques. Les entreprises menant des activités d'extraction de pétrole par des méthodes non classiques s'attendent à dépenser 10,2 milliards de dollars en immobilisations en 2018, ce qui correspond à une baisse d'environ 70 % par rapport aux niveaux observés en 2014, année où les perspectives avaient atteint un sommet en raison des investissements importants effectués au cours de la période suivant la récession de 2008-2009. Les dépenses prévues chez les producteurs de pétrole et de gaz par des méthodes classiques ont diminué d'environ 40 % par rapport aux niveaux observés en 2014. Les entreprises qui mènent des activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz prévoient d'engager des dépenses en immobilisations de 2,2 milliards de dollars en 2018, en forte hausse par rapport aux niveaux observés l'année précédente, mais en baisse d'environ un tiers par rapport aux niveaux observés en 2014.

Graphique 5
Dépenses en immobilisations, actifs corporels non résidentielles



Note : Les données pour 2017 sont des estimations réelles préliminaires; les données pour 2018 sont des intentions.
Sources : Statistique Canada, tableaux CANSIM 029-0045 et 029-0047.

En revanche, les fabricants prévoient d'accroître leurs dépenses en immobilisations corporelles de 6,2 % en 2018, après les déclins assez importants observés au cours des deux années précédentes. L'essentiel de la croissance prévue chez les fabricants découle d'une hausse des perspectives de dépenses en Alberta, laquelle se concentre principalement dans la fabrication de produits du pétrole et du charbon et dans la fabrication de produits chimiques. Les fabricants de l'Ontario s'attendent à accroître leurs dépenses en immobilisations de 5 %, la hausse des perspectives de dépenses dans les produits métalliques de première transformation et les produits du pétrole et du charbon étant partiellement contrebalancée par une baisse des perspectives de dépenses des fabricants de matériel de transport. Le secteur de la fabrication du Québec prévoit une baisse des dépenses de 3,0 % en 2018.

Les dépenses en bâtiments résidentiels ont repris

Les dépenses en capital au titre des bâtiments résidentiels se sont raffermies au quatrième trimestre de 2017, en hausse de 3,2 %, ce qui constitue la hausse trimestrielle la plus prononcée en plus de cinq ans. Les dépenses engagées relativement aux coûts de transfert de propriété, qui reflètent le volume de l'activité sur les marchés de la revente, se sont accélérées à la fin de 2017 en prévision du nouveau taux minimum admissible pour les prêts hypothécaires non assurés, qui est entré en vigueur en janvier 2018. Une hausse des dépenses en construction de logements résidentiels neufs a également contribué à la croissance observée à la fin de l'année.

2. Les données sur les intentions de dépenses en immobilisations sont fondées sur les estimations exprimées en dollars courants de l'Enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations publiées le 27 février 2018. Ces estimations reflètent les dépenses en immobilisations prévues en immobilisations corporelles non résidentielles, y compris les ouvrages de construction et les machines et matériel.

Pour 2017 dans son ensemble, les investissements en bâtiments résidentiels ont augmenté de 3,1 %, à la suite d'une hausse de 3,3 % observée en 2016[3].

La production de biens a ralenti sous l'effet d'une baisse des exportations de véhicules automobiles

Dans le secteur de la construction, le raffermissement au chapitre de la construction non résidentielle a contribué à la hausse de la production de biens au troisième trimestre, tandis que la production du secteur de la fabrication a légèrement diminué sous l'effet des interruptions de la production des fabricants de véhicules automobiles. Le secteur de la construction a également contribué à la hausse de la production de biens au quatrième trimestre, alors que le secteur de la fabrication s'est redressé grâce à un raffermissement de la production de biens durables (graphique 6).

La production du secteur de la construction s'est accrue de juin à novembre, avant de se contracter à la fin de l'année. En décembre, la production de ce secteur avait augmenté de 5,2 % par rapport au niveau observé à la fin de 2016, en raison d'une croissance de la construction d'ouvrages non résidentiels pendant le deuxième semestre de l'année. Les travaux de génie civil, qui ont connu une nette tendance à la baisse sous l'effet du recul des prix du pétrole en 2015 et en 2016, se sont également raffermis au cours du deuxième semestre de 2017, ce raffermissement s'ajoutant aux hausses survenues plus tôt dans l'année. Après avoir connu une baisse d'activité pendant les mois d'été, la construction de bâtiments résidentiels a progressé pendant l'automne avant de se replier légèrement en décembre.

Le secteur de la fabrication a enregistré un repli pendant trois des six derniers mois de 2017, de sorte que la production du secteur à la fin de l'année était pratiquement inchangée par rapport aux niveaux observés au milieu de l'année. Les baisses observées chez les fabricants de véhicules automobiles ont donné lieu à un ralentissement de la croissance au cours du deuxième semestre, la production de véhicules automobiles ayant reculé de 7,6 % au troisième trimestre avant de progresser légèrement de 2,0 % au quatrième trimestre. Les fabricants de produits du bois, d'ordinateurs et de produits électroniques et de matériel électrique ont enregistré des hausses au cours du deuxième semestre de l'année.

Graphique 6
Produit intérieur brut réel, certaines industries

Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 379-0031.

Les hausses survenues dans les services ont aussi ralenti durant le deuxième semestre de 2017, les secteurs du commerce de détail et de la finance et des assurances ayant entraîné un ralentissement de la croissance au troisième trimestre. Le secteur du commerce de gros a soutenu la croissance dans les services au troisième trimestre puis encore au quatrième trimestre pendant le raffermissement des secteurs de la finance et du commerce de détail.

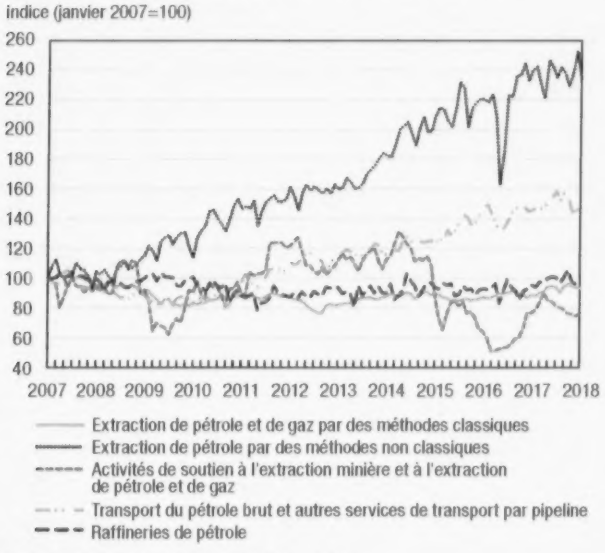
Les services de soutien à l'extraction des ressources ont légèrement ralenti

La croissance de l'extraction de pétrole et de gaz a ralenti au deuxième semestre de 2017, la baisse de la production de pétrole et de gaz par des méthodes classiques à la fin de l'année ayant été contrebalancée par une hausse de la production de pétrole par des méthodes non classiques (graphique 7). Après avoir été touchée par des interruptions à l'automne, la production de l'extraction de pétrole par des méthodes non classiques a crû en novembre et en décembre. À la fin de l'année, la production de pétrole par des méthodes classiques et la production de pétrole par des méthodes non classiques se situaient respectivement à environ 8 % au-dessus des niveaux observés en décembre 2016, sous l'effet des hausses survenues au cours du premier semestre de l'année.

3. Pour une analyse récente des premières données provenant du Programme canadien de la statistique du logement, consulter Gellatly et Morissette (2017).

Les entreprises qui fournissent des services de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz, y compris des services de forage, ont réduit leur production au cours du deuxième semestre de 2017, enregistrant ainsi huit baisses consécutives de mai à décembre. À la fin de l'année, la production était inférieure de 2,7 % aux niveaux enregistrés à la fin de 2016 et inférieure d'environ le tiers à ceux observés à la fin de 2014, en raison d'une baisse dans ces activités de soutien associée aux reculs des prix du pétrole survenus au cours des dernières années.

Graphique 7
Produit intérieur brut réel, certaines industries



Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 379-0031.

Plus récemment, en janvier 2018, le PIB réel a connu une baisse de 0,1 % en raison d'un repli de l'activité d'extraction de pétrole par des méthodes non classiques et de l'activité immobilière. Ce repli a été partiellement contrebalancé par une hausse de la production dans les secteurs de la fabrication et de la construction.

Le nombre total d'emplois a augmenté sous l'effet des hausses dans le travail à temps plein

Le nombre total d'emplois a augmenté de 232 000 (+1,3 %) au cours des six derniers mois de 2017, principalement en raison des hausses dans le travail à temps plein (graphique 8). Les hausses observées chez les employés du secteur privé représentaient plus du quart de la croissance nette de l'emploi, alors que celles observées chez les personnes de 55 ans et plus en représentaient environ les deux tiers. Le nombre d'emplois dans les industries de la production de biens a augmenté de 77 000 au cours des six derniers mois de l'année, sous l'effet de hausses dans les secteurs de la construction et de la fabrication. Les hausses observées dans les industries des services au cours du deuxième semestre étaient généralisées, les secteurs du commerce de gros, du commerce de détail et du transport et de l'entreposage venant en tête. Près de 60 % de la croissance nette de l'emploi enregistrée au cours du deuxième semestre de 2017 était attribuable aux hausses survenues en Ontario, lesquelles ont été soutenues par une croissance du travail à temps plein. Le travail à temps plein s'est aussi raffermi au Québec durant le deuxième semestre de 2017.

Graphique 8
Emploi par classe

Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 282-0087.

Pour l'ensemble de 2017, le nombre total d'emplois a crû de 427 000, ce qui représente environ le double du gain net observé en 2016[4]. La quasi-totalité de la croissance globale en 2017 a été observée dans le travail à temps plein, et environ la moitié de la croissance est survenue chez les employés du secteur privé.

Plus récemment, soit au premier trimestre de 2018, le nombre total d'emplois a diminué sous l'effet de baisses survenues dans le travail à temps partiel et chez les employés du secteur privé. La baisse nette du nombre d'emplois au cours du premier trimestre reflétait une ample réduction du travail à temps partiel observée en janvier. L'emploi à temps plein (+78 000) a continué de se raffermir au cours du premier trimestre.

Le taux de chômage a légèrement diminué pour passer sous la barre des 6 % alors que l'emploi s'est raffermi

Le taux de chômage national a connu une tendance à la baisse au cours du deuxième semestre de 2017 et au début de 2018 pour atteindre un creux inégalé de 5,8 % (graphique 9). Au Québec, le taux de chômage s'est établi à 5 % à la fin de l'année, en baisse par rapport au taux de 6,7 % enregistré à la fin de 2016. Parallèlement, en Ontario, le taux de chômage a diminué pour

4. Les estimations annuelles de 2017 sont fondées sur la variation de l'emploi sur une période de 12 mois allant de décembre 2016 à décembre 2017.

passer de 6,4 % à 5,6 % au cours de cette période de 12 mois. Le taux de chômage en Alberta a reculé pour s'établir à 7,0 % en décembre 2017, sous l'effet de la poursuite de l'amélioration des conditions du marché du travail dans la province. Le taux de chômage de la Colombie-Britannique, le plus faible parmi les provinces, a légèrement reculé pour s'établir à 4,6 % à la fin de l'année, et se situe sous la barre des 5 % depuis septembre 2017.

Graphique 9
Taux d'emploi et de chômage

Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 282-0087.

Sous l'effet des récentes hausses du nombre d'emplois, le taux d'emploi national a continué d'augmenter au cours du deuxième semestre de 2017, poursuivant ainsi une tendance à la hausse amorcée au milieu de 2016, alors que les conditions économiques ont commencé à s'améliorer[5]. Cela fait suite à plusieurs années durant lesquelles le taux d'emploi national a suivi une tendance à la baisse en raison de l'incidence du vieillissement de la population sur le marché du travail. À la fin de 2017, le taux d'emploi national s'est établi à 62,0 %, soit le taux le plus élevé en près de neuf ans. Les taux d'emploi au Québec et en Ontario à la fin de l'année étaient de 61,6 % et de 61,4 %, respectivement. Celui de la Colombie-Britannique s'est établi à 62,3 %, alors que celui de l'Alberta s'est situé légèrement au-dessus de 67 % pour la première fois depuis mars 2016.

La croissance de la rémunération s'est raffermie sous l'effet de hausses généralisées dans l'ensemble des industries

La croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne, mesurée d'une année à l'autre, s'est accélérée au cours du deuxième semestre de 2017, et s'est située à ou au-dessus de 3,0 % de septembre à novembre, avant de diminuer légèrement pour s'établir à 2,5 % à la fin de l'année (graphique 10). La croissance de la rémunération au chapitre de la production de biens s'est raffermie à l'automne, soutenue par les hausses enregistrées dans les secteurs de la construction et des services publics. Pour ce qui a trait aux services, la croissance de la rémunération était généralisée, sous l'effet de hausses notables au deuxième semestre de l'année dans les secteurs du commerce de gros, du commerce de détail, de la finance et des assurances, de l'immobilier, et des services professionnels, scientifiques et techniques.

Graphique 10
Rémunération et inflation

Sources : Statistique Canada, tableaux CANSIM 281-0063 et 326-0020.

La croissance de la rémunération a commencé à dépasser celle de l'inflation des prix à la consommation au début de 2017, et l'écart entre les deux s'est élargi pendant le deuxième semestre de l'année. La variation de la rémunération hebdomadaire moyenne d'une année à l'autre s'est située en moyenne à 2,5 % au cours des six derniers mois de 2017, alors que celle du taux d'inflation publié s'est située en moyenne à 1,6 %.

5. Par taux d'emploi, on entend le nombre de personnes occupées exprimé en pourcentage de la population en âge de travailler.

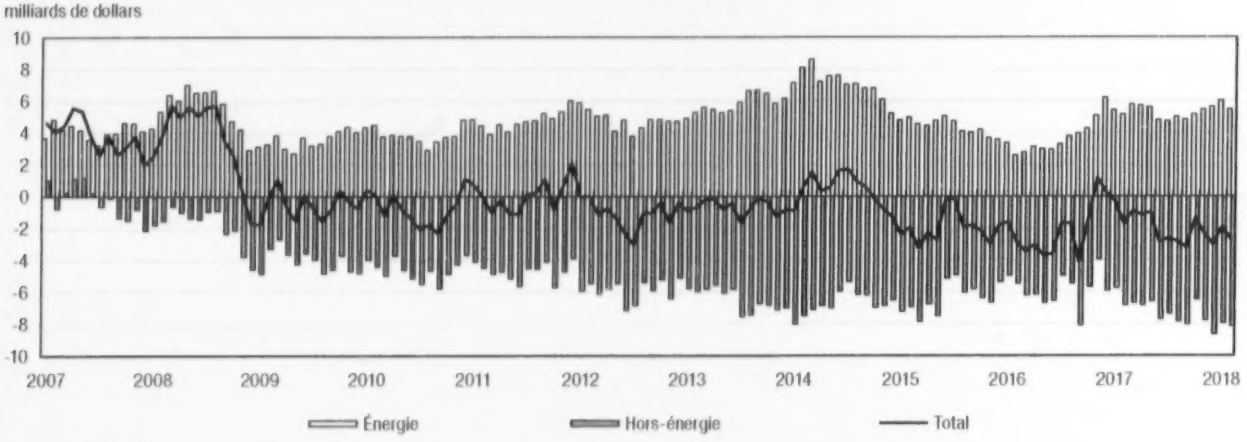
Plusieurs mesures statistiques corroborent le raffermissement de la croissance de la rémunération au cours du deuxième semestre de l'année. Les taux de salaire horaire moyen et de rémunération hebdomadaire moyenne, fondés sur les données de l'Enquête sur la population active, ont aussi augmenté au cours du deuxième semestre, tout comme les taux salariaux du travail à temps partiel. De même, le taux de croissance trimestriel des salaires et traitements, mesuré en fonction des estimations du PIB nominal, a augmenté pour se situer au-dessus de 1,4 % aux troisième et quatrième trimestres, ce qui constitue le rythme de croissance le plus rapide observé depuis le début de 2011.

Le déficit du commerce de marchandises s'est creusé sous l'effet d'une baisse des exportations de produits non énergétiques

Le Canada a continué d'afficher un déficit du commerce de marchandises tout au long du deuxième semestre de 2017, alors que l'augmentation des déficits au chapitre des produits non énergétiques s'est répercutée sur la balance commerciale (graphique 11). Le déficit cumulatif du commerce de marchandises a totalisé 15,4 milliards de dollars au cours du deuxième semestre de l'année, en hausse de 7,4 milliards de dollars par rapport au déficit cumulatif enregistré pour les six premiers mois de l'année. Le déficit cumulatif au chapitre des produits non énergétiques s'est accru de 5,7 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2017, sous l'effet d'une contraction des exportations de véhicules automobiles et de pièces pour véhicule automobile. L'excédent cumulatif au chapitre des produits énergétiques s'est rétréci au cours du deuxième semestre (en baisse de 1,7 milliard de dollars), alors que la baisse des volumes des exportations a contrebalancé la hausse des prix de l'énergie.

Pour 2017 dans son ensemble, le déficit du commerce de marchandises du Canada s'est rétréci pour se situer à 23,3 milliards de dollars, marquant ainsi un troisième déficit commercial annuel consécutif, et en baisse par rapport à celui de 25,9 milliards de dollars observé en 2016, alors que l'augmentation des excédents dans le secteur de l'énergie a été contrebalancée par l'accroissement des déficits au chapitre des produits non énergétiques.

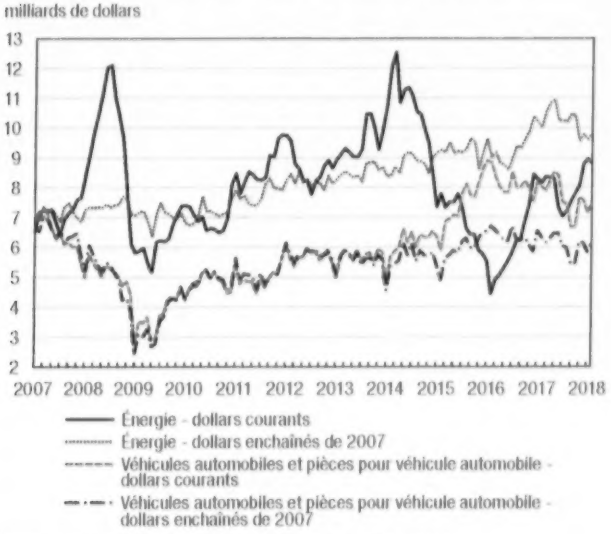
Graphique 11
Balance commerciale des marchandises, produits énergétiques et non énergétiques



Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 228-0059.

Au deuxième semestre de 2017, les exportations totales de marchandises ont diminué de 4,0 % par rapport aux six premiers mois de l'année, sous l'effet de baisses généralisées. La moitié de la baisse observée au deuxième semestre de l'année est attribuable aux exportations de véhicules automobiles et de pièces pour véhicule automobile, en baisse de 11,6 % (graphique 12). Les exportations de produits énergétiques ont aussi diminué au cours du deuxième semestre, en baisse de 4,9 % sous l'effet d'une diminution des volumes. De même, les exportations de biens de consommation (-5,6 %) ont également contribué à la baisse des exportations au deuxième semestre, les exportations d'aliments, de boissons et de produits du tabac ayant toutes enregistré un repli.

Graphique 12
Exportations de marchandises, certains produits



Sources : Statistique Canada, tableaux CANSIM 228-0059 et 228-0061.

Les produits du pétrole et du charbon et de machinerie ont stimulé les ventes dans le secteur de la fabrication

Après avoir connu des hausses durant le premier semestre de 2017, les ventes totales du secteur de la fabrication ont enregistré une légère hausse de 0,4 % au deuxième semestre de l'année, sous l'effet de la hausse des ventes des produits du pétrole et du charbon, de machinerie et du bois. L'augmentation des ventes des fabricants de produits du pétrole et du charbon (+7,2 %), soutenue par une hausse des prix, a été le principal facteur à l'origine de la croissance. Par ailleurs, la diminution des ventes des producteurs de véhicules automobiles s'est répercutée sur les ventes du secteur de la fabrication au deuxième semestre.

Pour 2017 dans son ensemble, les ventes du secteur de la fabrication ont augmenté de 6,0 %, les hausses généralisées ayant été partiellement contrebalancées par une baisse des ventes de véhicules automobiles. Les ventes de produits du pétrole et du charbon ont augmenté de 23,7 % à la suite de deux baisses annuelles consécutives, sous l'effet de la reprise partielle des prix des produits pétroliers raffinés en 2017. La hausse des ventes de produits de machinerie et de la première transformation des métaux a aussi contribué à la croissance globale.

Plus récemment, en janvier 2018, les ventes du secteur de la fabrication ont reculé de 1,0 % en raison d'une baisse des exportations de véhicules automobiles, de produits aérospatiaux et de leurs pièces, et de produits de la première transformation des métaux.

La poursuite de la demande soutenue de véhicules automobiles a stimulé les ventes au détail

Les ventes au détail totales ont augmenté de 2,1 % au deuxième semestre de 2017 par rapport aux six premiers mois de l'année, sous l'effet de la vigueur continue des ventes des concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles, et de la hausse des ventes des stations-service liée aux prix de l'essence. Si l'on exclut les ventes des stations-service, les ventes au détail totales ont augmenté de 1,8 % au deuxième semestre de l'année. L'augmentation des ventes en Ontario, en Colombie-Britannique et au Québec est à l'origine de la majeure partie de la croissance observée au deuxième semestre de 2017.

Pour 2017 dans son ensemble, les ventes au détail ont augmenté de 6,7 % à la suite d'une hausse de 5,1 % observée en 2016, sous l'effet d'une hausse des ventes annuelles dans l'ensemble des sous-secteurs. L'augmentation des ventes des concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles a représenté plus du tiers de la hausse annuelle, les ventes de véhicules automobiles neufs ayant continué de se situer à des niveaux sans précédent en 2017, sous l'effet des hausses soutenues de la demande de véhicules utilitaires sport et de camionnettes. La hausse globale observée en 2017 est principalement attribuable à l'augmentation des ventes en Ontario, en Colombie-Britannique et au Québec.

Plus récemment, en janvier 2018, les ventes au détail ont inscrit une légère hausse de 0,3 %, soutenue par une hausse des ventes des magasins de fournitures de tout genre.

La croissance des prix des maisons a ralenti à Toronto et s'est accélérée à Vancouver

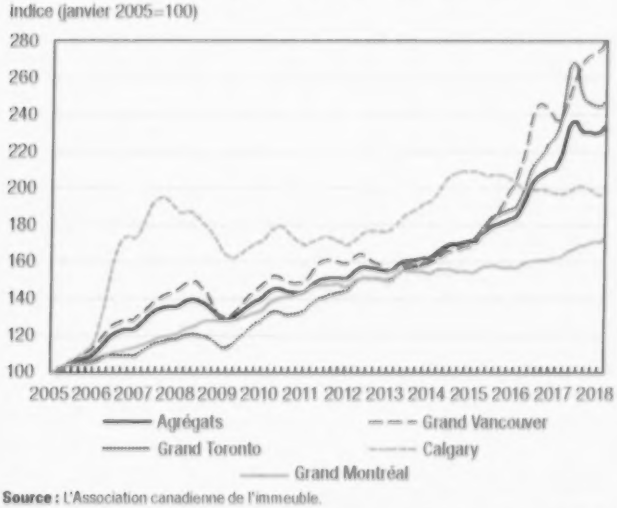
L'augmentation des prix des maisons, mesurée d'une année à l'autre, a ralenti au deuxième semestre de 2017, sous l'effet d'un ralentissement dans la région du Grand Toronto (graphique 13). Selon les estimations de l'Indice des prix des propriétés MLS composite agrégé, à la fin de 2017, les prix des maisons étaient supérieurs de 9,1 % à ceux observés 12 mois plus tôt, mais inférieurs au sommet de 19,7 % atteint plus tôt dans l'année. Le rythme de l'inflation des prix des maisons, mesuré d'une année à l'autre, a continué de ralentir au début de 2018, ayant inscrit une légère baisse pour s'établir à 6,9 % en février[6].

Après l'adoption du Plan pour le logement équitable par le gouvernement de l'Ontario en avril 2017, les prix des maisons à Toronto ont diminué sur une base mensuelle de juin à août, puis ont suivi une légère tendance à la baisse jusqu'à la fin de l'année. L'augmentation des prix des maisons dans la région du Grand Toronto, mesurée d'une année à l'autre, a ralenti pour s'établir à 7,2 % en décembre 2017, après avoir atteint un sommet de 31,3 % plus tôt dans l'année. L'inflation des prix des maisons a continué de ralentir au cours des derniers mois, ayant inscrit une légère baisse pour s'établir à 3,2 % en février 2018.

En revanche, dans la région du Grand Vancouver, l'augmentation des prix des maisons a continué de s'accélérer au deuxième semestre de 2017 pour s'élever à 15,9 % en décembre par rapport à 12 mois plus tôt. L'augmentation des prix a continué de s'accélérer légèrement au cours des derniers mois.

Parallèlement, les prix des maisons à Montréal ont aussi augmenté, soit de 5,4 % en décembre 2017 par rapport à 12 mois plus tôt, et ont atteint 6,1 % en février 2018.

Graphique 13
Indice des prix des propriétés MLS, certaines villes



Source : L'Association canadienne de l'immeuble.

Le nombre mensuel moyen de mises en chantier d'habitations s'est situé à 226 000 (données désaisonnalisées aux taux annuels) au deuxième semestre de 2017, en hausse par rapport aux 214 000 mises en chantier enregistrées au premier semestre de l'année. Par ailleurs, le nombre mensuel moyen de mises en chantier au deuxième semestre a augmenté en Colombie-Britannique et au Québec. L'activité de mises en chantier de logements neufs a repris au début de 2018, en raison de l'augmentation des mises en chantier d'immeubles d'appartements en Ontario. En effet, le nombre mensuel moyen de mises en chantier d'habitations en Ontario (données désaisonnalisées aux taux annuels) a augmenté, passant d'environ 66 000 habitations à la fin de l'année à 106 000 habitations en février, principalement sous l'effet de hausses enregistrées à Toronto.

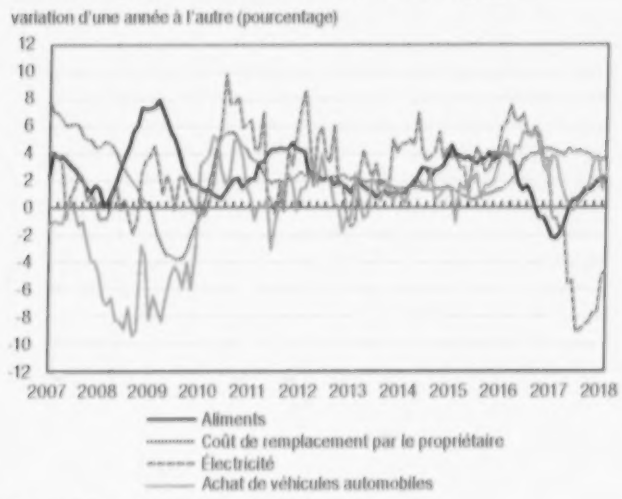
Le taux d'inflation publié et le taux d'inflation fondamentale des prix à la consommation ont augmenté légèrement

Après avoir ralenti pour s'établir à 1,0 % au milieu de l'année, l'inflation des prix à la consommation s'est accélérée au cours du deuxième semestre de 2017 pour atteindre 2,1 % en novembre, avant de ralentir de nouveau pour s'établir à 1,9 % à la fin de l'année. La hausse du taux d'inflation publié observée au cours du deuxième semestre découle principalement des prix des transports et du logement d'une année à l'autre. Les prix des vêtements et des chaussures ont poursuivi leur baisse d'une année à l'autre pendant la majeure partie du deuxième semestre avant d'inscrire une légère hausse de 0,5 % en décembre.

Les prix des aliments, mesurés d'une année à l'autre, ont connu une reprise au deuxième semestre de 2017 après avoir enregistré des reculs à la fin de 2016 et au début de 2017 (graphique 14). Au deuxième semestre, les prix des aliments achetés en magasin ont affiché une légère hausse pour s'établir à 1,5 % en décembre. Les prix des aliments achetés au restaurant à la fin de l'année étaient supérieurs de 2,9 % aux prix observés à la fin de décembre 2016.

6. L'Indice des prix des propriétés Multiple Listing Service (IPP MLS) est publié par l'Association canadienne de l'immeuble. L'indice contrôle les différences dans diverses activités de vente au fil du temps. L'IPP MLS composite agrégé regroupe des données sur les transactions dans 11 grands marchés, et comprend des données sur les maisons à un et à deux étages, les maisons en rangée, ainsi que les appartements. Pour obtenir plus de renseignements, veuillez consulter le document *MLS Home Price Index Methodology*, version 2.1, qui a été publié le 6 juillet 2016 par l'Association canadienne de l'immeuble.

Graphique 14
Indice des prix à la consommation, certains agrégats



Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 326-0020.

L'indice du coût de remplacement par le propriétaire, qui reflète en partie les variations dans les prix des logements neufs, a ralenti au deuxième semestre de l'année pour s'établir à 3,5 % à la fin de l'année, et ainsi inscrire la hausse d'une année à l'autre la plus faible depuis le milieu de 2016. En revanche, l'indice du coût de l'intérêt hypothécaire s'est accéléré au cours du deuxième semestre de 2017, sous l'effet d'une augmentation des taux de prêt par les banques à charte en réponse aux variations du taux directeur de la Banque du Canada. À la fin de l'année, les coûts de l'intérêt hypothécaire étaient supérieurs de 1,3 % par rapport aux coûts observés 12 mois plus tôt.

La baisse du coût de l'électricité attribuable à l'effet de la *Loi sur le Plan ontarien pour des frais d'électricité équitables* a continué de modérer le rythme global de l'inflation des prix à la consommation au cours du deuxième semestre de 2017.

Après avoir affiché des baisses d'une année à l'autre de mai à septembre, l'indice des biens durables, qui inclut les prix des véhicules pour le transport des passagers, s'est accéléré pour s'établir à 1,5 % en novembre et en décembre. Au cours de ces deux mois, les prix des véhicules pour le transport des passagers étaient supérieurs de 3,6 % et de 3,7 %, respectivement, aux prix enregistrés 12 mois plus tôt.

Les taux de variation des mesures privilégiées de l'inflation fondamentale de la Banque du Canada ont légèrement augmenté au cours du deuxième semestre de 2017. À la fin de l'année, les taux de variation en pourcentage d'une année à l'autre pour ces trois mesures (IPC-commune [mesure de l'inflation basée sur la composante commune], IPC-tronquée [mesure basée sur la moyenne tronquée] et IPC-médiane [mesure basée sur la médiane pondérée]) se situaient entre 1,6 % et 1,9 %[7].

Plus récemment, le taux d'inflation publié des prix à la consommation a progressé pour atteindre 2,2 % en février, après avoir ralenti pour s'établir à 1,7 % au début de 2018. Les taux de variation des mesures privilégiées de l'inflation fondamentale de la Banque du Canada ont poursuivi leur légère tendance à la hausse au début de 2018, l'IPC-tronquée et l'IPC-médiane s'étant accélérés pour atteindre 2,1 % en février. L'indice du coût de l'intérêt hypothécaire s'est accru de 2,3 % par rapport à 12 mois plus tôt en février, ce qui reflète les variations des taux d'intérêt enregistrées au cours du deuxième semestre de 2017.

Le cours des actions s'est raffermi en 2017 sous l'effet de hausses dans les secteurs de l'énergie et de la finance, et dans les industries

Le cours des actions à Toronto (indice composé Standard and Poor's / Bourse de Toronto [S&P/TSX]) s'est raffermi au deuxième semestre de 2017 après avoir affiché une variation nette pratiquement inchangée au cours des six premiers mois de l'année (graphique 15). L'indice composé a augmenté pour clôturer l'année à 16 209, en hausse de 6,8 % par rapport à juin. L'indice de la finance et l'indice des industries ont augmenté au cours du deuxième semestre de 2017, et l'indice canadien de l'énergie a enregistré une hausse de 12,1 %, laquelle est venue contrebalancer en partie le recul de 22,1 % observé au premier semestre. L'indice de l'or était quant à lui pratiquement inchangé à la fin de l'année par rapport aux niveaux observés au milieu de l'année.

7. Pour en savoir plus sur ces mesures, veuillez consulter le document d'information générale sur les mesures privilégiées de l'inflation fondamentale de la Banque du Canada.

Graphique 15
Indice canadien de la finance Standard and Poor's/Bourse de Toronto, certains indices

Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 176-0047.

Plus récemment, l'indice composé S&P/TSX a fléchi de 1,6 % en janvier et de 3,2 % en février, en raison de baisses consécutives des indices de l'énergie et de la consommation.

Les taux de rendement des obligations et les taux hypothécaires ont légèrement augmenté

Les taux de rendement des obligations de référence du gouvernement du Canada de cinq ans se sont accrus au deuxième semestre de 2017 et au début de 2018. Les taux de rendement des obligations de référence de cinq ans se situaient à 1,82 % à la fin de 2017, en hausse de 1,16 % par rapport à l'année précédente, et ont ensuite augmenté pour se situer au-delà de 2 % au début de 2018. Les taux hypothécaires normaux sur cinq ans des banques à charte ont aussi progressé, passant de 4,64 % au milieu de l'année à 4,99 % à la fin de l'année, et ont ensuite connu une légère hausse pour dépasser les 5 % au début de 2018, soit pour la première fois en près de quatre ans. La Banque du Canada a augmenté le taux cible du financement à un jour de 25 points de base en juillet, en septembre et en janvier 2018, mois où il s'est établi à 1,25 %.

Le dollar canadien s'est apprécié par rapport au dollar américain au cours du troisième trimestre, avant d'enregistrer un léger recul plus tard dans l'année. Le dollar a augmenté pour atteindre une valeur de négociation de 82,5 cents américains à la suite de la décision de la Banque du Canada relative au taux d'intérêt en septembre, avant de diminuer légèrement pour se négocier sous la barre des 78 cents américains à la fin d'octobre[8]. Le dollar a ensuite inscrit une légère hausse à la fin de 2017 pour clôturer l'année à une valeur de 79,7 cents américains.

Plus récemment, le dollar canadien a atteint une valeur de négociation de plus de 81 cents américains à la fin de janvier 2018. Le dollar s'est ensuite légèrement déprécié en février et en mars pour se négocier à environ 78 cents américains au début d'avril.

Les prix des marchandises se sont raffermis sous l'effet de hausses dans les produits énergétiques et non énergétiques

Après avoir connu une variation nette pratiquement inchangée au premier semestre de 2017, l'indice des prix des marchandises a augmenté de 7,9 % au cours du deuxième semestre de l'année, stimulé par l'augmentation des prix des produits énergétiques. Les prix des produits énergétiques ont enregistré une hausse de 11,2 % au deuxième semestre, à la suite de la baisse de 7,3 % observée au cours des six premiers mois de l'année. Les prix des produits forestiers, des métaux et minéraux et du poisson se sont aussi raffermis au cours du deuxième semestre de l'année.

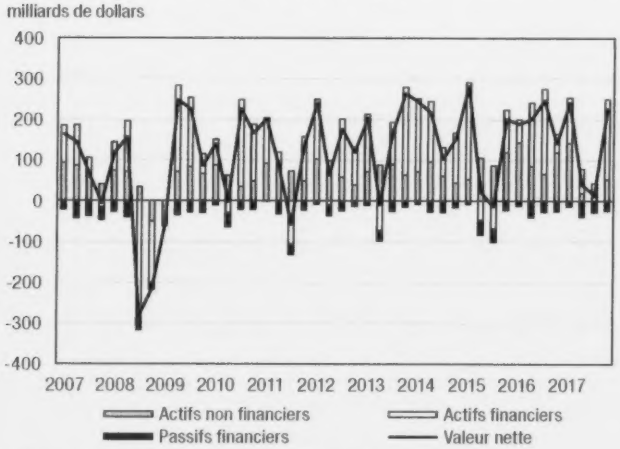
Dans l'ensemble, à la fin de 2017, les prix des marchandises étaient supérieurs d'environ 8,6 % aux prix observés 12 mois plus tôt. Si l'on exclut les produits énergétiques, les prix des marchandises ont augmenté de 14,8 %, sous l'effet de hausses des prix des produits forestiers, des métaux et minéraux et des produits agricoles.

Les actions et les parts de fonds d'investissement ont soutenu la croissance de la valeur nette des ménages

La valeur nette des ménages a augmenté de 2,1 % au quatrième trimestre de 2017, après avoir peu varié (+0,1 %) au troisième trimestre (graphique 16). La croissance observée à la fin de l'année est principalement attribuable à l'augmentation de la valeur des actions et des parts de fonds d'investissement, laquelle a été soutenue par les variations dans la valeur des actifs en assurances-vie et en rentes. L'augmentation de la valeur des terrains et des bâtiments résidentiels a aussi contribué à la croissance de la valeur nette des ménages enregistrée au quatrième trimestre. À la fin de 2017, la valeur totale de l'actif des ménages a totalisé 13,05 billions de dollars, alors que la valeur totale du passif financier s'est chiffrée à 2,16 billions de dollars[9].

8. Les taux de change présentés dans cette section correspondent aux taux indicatifs publiés chaque jour par la Banque du Canada.
9. Les données déclarées sur les actifs et les passifs des ménages ne sont pas désaisonnalisées.

Graphique 16
Variation de la valeur nette des ménages



Notes : Les valeurs négatives indiquent une diminution de la valeur des actifs ou une augmentation de la valeur des passifs.
Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 378-0121.

Le rythme d'endettement des ménages a ralenti vers la fin de l'année. La dette sur le marché du crédit des ménages a augmenté de 1,1 % au quatrième trimestre, après avoir progressé de 1,3 % au troisième trimestre. L'augmentation de la dette hypothécaire a représenté 60 % de la hausse du passif afférent à la dette des ménages à la fin de l'année. Le ratio de la dette sur le marché du crédit des ménages au revenu disponible a légèrement diminué pour s'établir à 170,4 % au quatrième trimestre, alors que le ratio d'endettement des ménages, qui suit de façon générale une tendance à la baisse depuis la récession de 2008-2009, s'est replié pour s'établir à 16,6 %.

Bibliographie

Gellatly, G. et R. Morissette. 2017. *Propriétés résidentielles appartenant à des non-résidents à Toronto et à Vancouver : premiers renseignements issus du Programme de la statistique du logement canadien*. Aperçus économiques, n° 78. Produit n° 11-626-X au catalogue de Statistique Canada. Ottawa : Statistique Canada.

Gellatly, G. et E. Richards. 2017. *Développements récents de l'économie canadienne : automne 2017*. Aperçus économiques, n° 75. Produit n° 11-626-X au catalogue de Statistique Canada. Ottawa : Statistique Canada.

Richards, E. et G. Gellatly. 2018. *Développements récents de l'économie canadienne : graphiques de 2017*. Une série de présentations de Statistique Canada sur l'économie, l'environnement et la société. Produit n° 11-631-X au catalogue de Statistique Canada. Ottawa : Statistique Canada.

Statistique Canada. *Mesures privilégiées de l'inflation fondamentale de la Banque du Canada*. Dernière mise à jour le 18 novembre 2016. http://www23.statcan.gc.ca/imdb-bmdi/document/2301_D63_T9_V1-fra.htm (consulté le 22 mars 2016).

■